

Après avoir montré son attachement aux armées par une attitude bien gaullienne notamment en remontant les Champs Elysées dans un « command car », le président Macron a rendu visite cette semaine à Gao aux forces de l'opération Barkhane. Je pense que le contact entre la jeunesse du président et celle de nos soldats a permis sans aucun doute un contact positif. Le président a dû aussi apprécier les conditions de vie plus que rustiques de nos soldats, leur enthousiasme malgré une chaleur implacable et bien sûr comprendre les besoins militaires.

Contrôler avec 3000 hommes dix fois la superficie de la France et combattre les terroristes islamistes dans la durée imposent un soutien important. Reconnaissons que le discours politique était clair notamment sur la responsabilité des autorités locales dans cette guerre qui impose aussi de traiter des causes économiques et politiques internes dans ces Etats.

En même temps, nous avons la mise en place d'un nouveau gouvernement depuis cette semaine... au moins pour un mois. Je constate que le président Macron a créé un pôle « sécurité extérieure » dans lequel, peut-être à l'américaine, le ministère de la défense prend un poids certain.

En effet, Jean-Yves Le Drian du ministère de la défense est « transféré » au nouveau ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Un signe fort du retour à une présidentialité gaullienne est aussi ce retour à cette dénomination de « ministère des Armées », intitulé de l'ordonnance de 1959 que je souhaitais revoir depuis des années (Cf. mon article dans le Monde, [« Quelle armée pour la France au XXIe siècle ? » du 13 juillet 2011 et mon billet du 09 novembre 2015 sur la place des militaires notamment dans leur ministère](#)).

Cette réaffirmation de la synergie robuste à venir de ces deux ministères régaliens est confirmée par le rang protocolaire qui leur a été attribué. La sécurité est réellement devenue la priorité sans exclusion. Certes le ministre de l'intérieur est le N°2 du gouvernement alors qu'il était N°11 sous le gouvernement Valls. La ministre des armées est au 4e rang protocolaire alors que Jean-Yves Le Drian était au 7e rang sous la présidence Hollande et Hervé Morin au 11e sous Nicolas Sarkozy. Jean-Yves Le Drian est désormais le N°5 du gouvernement.

Cette situation donne une vraie cohérence à la stratégie de sécurité nationale alliant force et persuasion, sans la concurrence traditionnelle entre ces ministères (Cf. [Mon billet du 14 mai 2017](#)), avec aussi l'objectif majeur de revitaliser la défense européenne.